



Agence internationale de l'énergie atomique

CIRCULAIRE D'INFORMATION

INF

INFCIRC/493

21 novembre 1995

Distr. GENERALE

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMUNICATION DU 31 OCTOBRE 1995 REÇUE DE LA MISSION PERMANENTE DE L'AUSTRALIE AUPRES DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

1. Le 2 novembre 1995, le Directeur général a reçu de la mission permanente de l'Australie une communication datée du 31 octobre 1995 transmettant une déclaration faite le 28 octobre 1995 par le Premier Ministre de l'Australie au sujet du troisième essai nucléaire français.
2. Comme l'a demandé la mission permanente de l'Australie, le texte de la déclaration est distribué pour l'information des Etats Membres de l'Agence.

TROISIEME ESSAI NUCLEAIRE FRANÇAIS

Déclaration de M. P.J. Keating, Premier Ministre de l'Australie

Je condamne fermement le dernier essai nucléaire français effectué à Mururoa.

Cet essai contredit l'annonce récente du Gouvernement français selon laquelle il va signer les protocoles au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud. Il fait douter en outre de la sincérité des engagements de la France en ce qui concerne la sécurité de la région et son environnement. Le Gouvernement français devrait tirer la conclusion logique qui découle de son intention de signer ces protocoles en mettant fin à ses essais dès maintenant.

La poursuite des essais a déclenché partout dans le monde des réactions énergiques qui renforcent le point de vue selon lequel la sécurité fondée sur les armes nucléaires n'est pas viable à long terme. La vigueur de cette opposition conforte le Gouvernement australien dans sa décision de prendre des mesures concrètes pour faire en sorte que le monde soit débarrassé des armes nucléaires.

Cette position se trouvera renforcée dans les semaines à venir du fait que l'Assemblée générale des Nations Unies doit examiner une résolution en faveur de laquelle l'Australie joue un rôle de premier plan demandant que cessent immédiatement tous les essais nucléaires. Il faut que la France prenne conscience de la fermeté de cette résolution et du fait que celle-ci exprime l'opinion mondiale. La poursuite des essais offenserait les souhaits de la communauté internationale et du Pacifique Sud.

La France continue à compromettre sérieusement sa réputation internationale en bravant l'opinion mondiale par ses actes.

La France est presque la seule à ne pas reconnaître qu'en raison de l'évolution de la situation stratégique et de l'opinion mondiale, un système de sécurité fondé sur les armes nucléaires n'est pas viable à long terme.

Nous poursuivrons notre campagne générale d'action contre cette décision de la France jusqu'à ce que le Gouvernement français agisse de manière responsable envers les nations du Pacifique Sud en mettant fin à son programme d'essais nucléaires.

Canberra
28 octobre 1995